

NOTE DE RECHERCHE

VERS UN RÉFÉRENDUM SUR L'INDÉPENDANCE EN CATALOGNE?

N° 1 : LA SÉRIE « LA QUESTION
NATIONALE À TRAVERS LE MONDE »

PAR STÉPHANE PAQUIN

Professeur à l'École nationale
d'administration publique

SEPTEMBRE 2013

En partenariat avec

TABLE DES MATIÈRES

Introduction.....	2
Repères historiques.....	2
La Constitution espagnole et la question des nationalités.....	4
Les forces en présence.....	6
Remise en question du statut d'autonomie.....	7
La crise financière.....	9
Conclusion.....	11

INTRODUCTION

Le 11 septembre 2013, le jour de la fête nationale de la Catalogne, de très nombreux Catalans ont créé une chaîne humaine de près de 400 kilomètres pour que la « Via catala », le chemin catalan vers l'indépendance, prenne forme. Cette manifestation en est une de plus pour démontrer la force

Si le président tient sa promesse électorale, les Catalans pourraient être conviés, tout comme les Québécois l'ont été en octobre 1995, à voter lors d'un référendum sur leur avenir politique.

du mouvement indépendantiste dans la région après la manifestation monstre qui a rassemblé près d'un million de personnes à Barcelone, le 11 septembre 2012. Cette chaîne humaine est une réplique d'une chaîne de 600 kilomètres qui avait rassemblé près de deux millions d'Estoniens, de Lettons et de Lituanais qui souhaitaient se séparer de l'URSS en 1989. Elle avait également pour objectif de rappeler au président de la Catalogne,

Artur Mas, sa promesse électorale de tenir un référendum sur l'indépendance de la Catalogne en 2014.

Si le président tient sa promesse électorale, les Catalans pourraient être conviés, tout comme les Québécois l'ont été en octobre 1995, à voter lors d'un référen-

dum sur leur avenir politique. Certains sondages indiquent désormais que l'appui à l'indépendance de la

Catalogne tourne autour des 50 %. Mais depuis sa réélection l'automne dernier, le président donne quelques signes d'hésitation.

L'objectif de ce texte est d'exposer l'origine et l'évolution de la question nationale en Catalogne avec un accent sur les derniers événements qui ont conduit à une hausse importante de l'appui à l'indépendance.

REPÈRES HISTORIQUES

La Catalogne est une petite nation non souveraine située dans le nord-est de l'Espagne dont la population se chiffre à près de sept millions et demi d'habitants. Elle partage, au nord, une frontière avec la France et la Principauté d'Andorre. À l'ouest et au sud, la Catalogne est séparée par une frontière avec deux communautés autonomes espagnoles (l'équivalent espagnol des provinces canadiennes) : l'Aragon et le Pays valencien. La frontière à l'est

donne sur la mer Méditerranée.

La Catalogne est la seconde région d'importance en Espagne, après l'Andalousie, par sa population. Elle est cependant un centre économique de première importance. Le niveau de vie en Catalogne est globalement supérieur à celui de la moyenne espagnole. La Catalogne contribue à 19 % du PIB de l'Espagne alors qu'elle ne représente que 16 % de sa population. Le PIB par

habitant en Catalogne est 20 % plus élevé que celui du reste de l'Espagne. Il est aussi plus élevé que la moyenne des pays de l'Union européenne. La Catalogne est responsable de 23% des exportations totales de l'Espagne.

La Catalogne possède une identité distincte de celle du centre de l'Espagne avec sa langue, ses institutions et ses symboles nationaux. La capitale de la Catalogne est Barcelone, qui est le

La Catalogne possède une identité distincte de celle du centre de l'Espagne avec sa langue, ses institutions et ses symboles nationaux.

cœur politique, économique et culturel de la région. Les langues officielles sont, en Catalogne, le catalan et le castillan (espagnol). Si les Catalans parlent tous l'espagnol, la langue catalane, une langue romane de la même famille linguistique que l'espagnol, l'italien et le français, est comprise par la majorité des habitants de la Catalogne et parlée par la plupart des gens. Le catalan est utilisé dans le système d'éducation, mais également dans l'administration publique de la Catalogne. La langue catalane n'est pas seulement parlée en Catalogne. Elle est également parlée dans le Pays valencien, dans les îles Baléares, l'Aragon, le sud de la France, la Sardaigne et la Principauté d'Andorre. En ce qui concerne cette dernière, le catalan en est la langue officielle.

L'histoire de la Catalogne est marquée par l'histoire de l'Europe. Environ 200 ans avant Jésus-Christ, le territoire catalan est conquis par l'Empire Romain; au Moyen-Âge, les Wisigoths prennent

possession de la région; au début du 8^e siècle, la Catalogne est conquise par les Arabes. En 1162, la Principauté de Catalogne est créée et regroupe divers territoires, dont une partie importante du sud de la France actuel. Au XVI^e siècle, la Catalogne est intégrée dans le Royaume d'Aragon, qui était uni avec la Castille. Elle conserve tout de même ses institutions de gouvernement, la Generalitat, ainsi que son système de droit. Ce n'est qu'en 1714, après que les Catalans se sont alliés avec les perdants de la guerre de succession d'Espagne, que ces institutions sont abolies.

Si, comme on vient de le voir, l'histoire de la Catalogne est ancienne, le mouvement nationaliste catalan s'inscrit dans la dynamique européenne du mouvement des nationalités. Il s'agit d'un produit de la seconde moitié du XIX^e siècle, issu d'une renaissance culturelle qui est appuyée par l'industrialisation précoce de la Catalogne, restée une des régions les plus dynamiques d'Espagne. Les premières formes du nationalisme et même de l'indépendantisme apparaissent à cette époque.

Sous la Seconde République de Catalogne, entre 1931 et 1939, le gouvernement autonome de la Catalogne sera reconstruit, mais seulement pour quelques années. Après la Guerre civile espagnole, la victoire de l'extrême droite de Francisco Franco établit une dictature militaire s'échelonnant sur près de 40 ans. La Generalitat sera abolie tout

comme le statut d'autonomie de la Catalogne. Le brutal et sanguinaire régime franquiste supprime l'usage de la langue catalane et les symboles de l'identité

catalane afin de renforcer la nation espagnole. La répression des opposants au régime franquiste forcera ces derniers à partir en exil.

LA CONSTITUTION ESPAGNOLE ET LA QUESTION DES NATIONALITÉS

À la suite de la mort du dictateur Franco en 1975, divers mouvements démocratiques en Catalogne insistent sur le rétablissement du gouvernement autonome de la Catalogne, la Generalitat. Ce sera également le cas au Pays basque et en Galicie. En 1977, la Generalitat renaît. Josep Tarradellas, le président de cette institution en exil à l'étranger depuis 1954, retourne triomphalement en Catalogne. Le 11 septembre 1977, près d'un million

de Catalans manifestent en faveur d'un statut d'autonomie pour la Catalogne. L'inclusion des forces politiques catalanes dans le processus de

rédaction de la Constitution favorisa la promulgation d'un statut d'autonomie dans la Constitution espagnole de 1978. Cette constitution est ainsi née du rejet de l'État centralisé de la période franquiste.

Selon la Constitution de 1978, l'Espagne comporte 17 communautés autonomes qui possèdent un statut d'autonomie, une forme de constitution

interne qui assure à ces communautés des pouvoirs qui leur sont propres. Les communautés assument des compétences exclusives dans de nombreux champs de compétence comme les institutions gouvernementales et locales. La constitution reconnaît deux sortes de communautés autonomes : les communautés historiques ou « nationalités » et les régions. Dans les faits, cela implique que la Constitution reconnaît que la Catalogne, mais également d'autres

Selon la Constitution de 1978, l'Espagne comporte 17 communautés autonomes qui possèdent un statut d'autonomie, une forme de constitution interne qui assure à ces communautés des pouvoirs qui leur sont propres. Les communautés assument des compétences exclusives dans de nombreux champs de compétence comme les institutions gouvernementales et locales.

communautés autonomes, forment une nationalité par leur personnalité historique, culturelle et linguistique.

La Constitution de 1978 ne procure pas aux communautés historiques ou aux nationalités un privilège par rapport aux autres régions d'Espagne. Ces régions peuvent, si elles le désirent, demander à obtenir également un statut similaire à celui de la Catalogne ou du Pays basque.

C'est ce que les Espagnols appellent, dans le langage populaire, « ¡Café para todos! » (du café pour tous!).

Aujourd'hui, il existe 17 communautés autonomes qui se répartissent en deux catégories : les communautés à voie rapide et les communautés à voie lente.

La Constitution espagnole formalise un système politique hybride qui n'est ni un état unitaire, ni un état réellement fédéral même si certains estiment que la tendance va dans le sens d'une plus grande fédéralisation ou décentralisation.

Les communautés à voie rapide sont les communautés historiques ou celles qui ont obtenu un statut de préautonomie comme la Catalogne, le Pays basque, la Galice, l'Andalousie et auxquelles sont assimilés la Navarre, les Canaries et le Pays valencien. Les autres communautés sont celles à voie lente. La Constitution espagnole reconnaît également le catalan, le basque et le galicien comme langues co-officielles avec le castillan dans les communautés où ces langues sont parlées. Le castillan est la langue officielle de l'État, mais les autres langues sont officielles dans les communautés autonomes en fonction de leurs statuts.

Aujourd'hui en Espagne, plusieurs régions se distinguent sur le plan linguistique. C'est le cas de la Catalogne, du Pays valencien, des îles Baléares, de la Galice, du Pays basque et d'autres cas plus marginaux. Il est important de souligner que, même si, selon l'article 3 de la Constitution espagnole : « Les autres langues espagnoles [catalan, basque...] sont aussi officielles dans

leurs communautés autonomes respectives conformément à leurs statuts et que la richesse de la diversité linguistique de l'Espagne est un patrimoine culturel qui fait l'objet d'un respect et d'une protection spéciales. », le « castillan est la langue espagnole officielle de l'État » ce qui implique que « tous les Espagnols

ont le devoir de le connaître et le droit de l'utiliser ». Le castillan est la seule langue reconnue par l'État espagnol dans tout le pays.

Le castillan est la langue d'usage au Cortès (parlement bicaméral espagnol), mais également dans l'administration et les services de l'État central, dans la justice, la signalisation routière, l'affichage public, les médias, etc. Les autres langues minoritaires ne peuvent être utilisées, avec le castillan, que dans les communautés autonomes.

La Constitution espagnole formalise un système politique hybride qui n'est ni un état unitaire, ni un état réellement fédéral même si certains estiment que la tendance va dans le sens d'une plus grande fédéralisation ou décentralisation. Le texte de la Constitution est suffisamment ambigu pour en permettre des lectures différentes, voire antagoniques. À l'article 2, par exemple, on peut lire : « La Constitution se fonde sur l'indissoluble unité de la nation espagnole, patrie commune et indivisible de tous les Espagnols, et reconnaît et garantit le droit à l'autonomie des nationalités et des régions qui l'intègrent et la solidarité entre elles ». En une seule phrase, la Constitution espagnole inclut

les conceptions unitaires et autonomistes du pays. Cette répartition, pour le moins contradictoire, des pouvoirs entre les différentes institutions politiques du

pays sera la cause de nombreux aller-retour devant le tribunal constitutionnel pour clarifier le texte fondamental.

LES FORCES EN PRÉSENCE

Les formations politiques sont très nombreuses en Catalogne. Depuis la restauration de la Generalitat, le parti politique dominant en Catalogne est *Convergència i Unió* (CiU) qui est à l'origine une coalition de nationalistes centristes formée de libéraux et de démocrates-chrétiens. Puisque son rôle est central dans la montée de l'indépendantisme en Catalogne, nous y reviendrons plus loin.

La seconde formation d'importance est le Parti des socialistes de Catalogne (PSC) qui est affilié avec le Parti socialiste espagnol (PSOE). Les socialistes catalans sont pour le maintien du lien avec l'Espagne même s'ils sont également favorables à un renforcement

Dans les actes officiels gouvernementaux, dans le protocole, on va utiliser les symboles et l'hymne de la nation catalane (*Els Segadors*) à chaque fois que l'occasion se présente. La vie politique espagnole devient ainsi marquée dans les premières années suivant la transition vers la démocratie par de nombreux conflits symboliques au sujet de l'utilisation de drapeaux, d'hymnes nationaux et de conflits protocolaires plus généraux.

des compétences des pouvoirs de la Catalogne. Ce parti est divisé entre des tendances pro-centralisation et pro-catalogne. Le Parti populaire de Catalogne (PPC) est un parti centriste pro-espagnol tout comme le nouveau

parti *Ciutadans*.

Le parti le plus clairement favorable à l'indépendance de la Catalogne est le parti républicain de gauche *Esquerra Republicana de Catalunya* (ERC). Les Communistes et les Verts sont pro-Catalogne sans adopter complètement la rhétorique nationaliste.

Revenons à la CiU. Cette formation est la première formation politique à diriger la Catalogne post-Franco. Jordi Pujol a été le premier président élu de la Generalitat en 1980. Il sera réélu en 1984, 1988, 1992, 1995 et 1999 (à cette élection, le parti de Pujol sera minoritaire pour la première fois depuis 1980). Après 23 ans de règne, la CiU perd le pouvoir

en 2003. Il faudra attendre sept ans avant que la CiU, dirigée désormais par Artur Mas, reprenne le pouvoir. La longévité politique de la CiU explique pourquoi ce parti

est encore aujourd'hui si identifié à la nation catalane.

À l'origine, la base doctrinaire de l'action de Jordi Pujol et de la CiU est à la fois double et ambivalente. D'un

côté, la CiU rejetait l'indépendantisme et était favorable au cadre politique espagnol. Elle faisait cependant une lecture autonomiste de la Constitution espagnole. La CiU et Jordi Pujol vont également développer une politique symbolique d'affirmation de la nation catalane sur leur territoire. Un peu comme au Québec, on utilise le terme national pour de nombreuses institutions sociales. On parle aujourd'hui de Radio Nacional de Catalunya, de Televisión Nacional de Catalunya, de Teatre Nacional de Catalunya... Dans les actes officiels gouvernementaux, dans le protocole, on va utiliser les symboles et l'hymne de la nation catalane (Els Segadors) à chaque fois que l'occasion se présente. La vie politique espagnole devient ainsi marquée, dans les premières années

suivant la transition vers la démocratie, par de nombreux conflits symboliques au sujet de l'utilisation de drapeaux, d'hymnes nationaux et de conflits protocolaires plus généraux. Avec le temps, les Catalans ont réussi à imposer leurs symboles nationaux qui sont omniprésents en Catalogne.

À l'origine, la CiU ne réclamait pas l'indépendance de la Catalogne. Elle cherchait à obtenir un maximum d'autonomie, mais dans le cadre de l'Espagne et de l'Europe. Sous la CiU, le gouvernement catalan favorisait le fédéralisme asymétrique et notamment la reconnaissance de la Catalogne comme nation au sein de l'Espagne. La CiU ressemblait ainsi plus au Parti libéral du Québec sous Jean Lesage ou encore Robert Bourassa qu'au Parti québécois.

REMISE EN QUESTION DU STATUT D'AUTONOMIE

Depuis 1978, les Catalans, pour une majorité d'entre eux, croyaient que leur statut d'autonomie représentait un compromis raisonnable entre le nationalisme catalan et l'unionisme espagnol même si une majorité de la population appuyait un approfondissement des compétences de la Generalitat notamment en matière de taxation et de fiscalité. Les sondages étaient assez constants à démontrer que seulement environ 20 % de la population favorisait l'indépendance pour la Catalogne. De plus, peu de Catalans étaient favorables à une recentralisation de l'Espagne. Depuis quatre ans, l'appui

pour l'indépendance a connu une augmentation fulgurante.

Le 11 septembre 2012, lors de la fête nationale de la Catalogne en commémoration du siège de Barcelone de 1714, près d'un million de personnes ont manifesté dans les rues de la capitale de la Catalogne pour l'indépendance. Lors de l'été 2012, l'appui à l'indépendance en Catalogne a franchi le cap symbolique des 50 % pour la première fois dans les sondages. Lors des élections du 25 novembre 2012, la CiU remporte l'élection, mais n'obtient pas la majorité absolue. Le CiU était un parti

autonomiste jusqu'à tout récemment, mais il s'est radicalisé. La CiU a scellé une entente avec le parti indépendantiste de la gauche républicaine ERC pour la convocation d'un référendum sur l'autodétermination de la Catalogne à l'automne 2014. De plus, une multitude de référendums non officiels qui ont été tenus dans des municipalités ont eu des résultats favorables à l'indépendance. Qu'est-ce qui explique ce gain en popularité de l'option indépendantiste?

Une partie importante de la réponse fait suite aux tentatives ratées pour modifier le statut d'autonomie de la Catalogne entre 2005 et 2011. L'objectif

de ces réformes était de modifier le statut qu'imposait la Constitution espagnole de 1978, notamment d'accorder plus d'autonomie en matière de fiscalité à la Catalogne et en accordant une reconnaissance claire à la « nation » catalane.

Le président espagnol, José Luis Rodríguez Zapatero, s'est compromis sur ce sujet en 2004 ce qui permettra d'en arriver à un accord en 2005 avec le gouvernement tripartite (PSC, ICV-EUiA et l'ERC) de la Catalogne dont le parti dominant est le Parti des Socialistes. Ce compromis permit au statut reconnaissant la Catalogne comme « nation » d'être adopté par le parlement catalan, le 30 septembre 2005, à 120 votes contre 15. Opposé à cette initiative, le Parti populaire espagnol contestera ce statut en déposant un recours devant le Tribunal constitutionnel espagnol en novembre 2005. Le 21 janvier 2006, à

la suite d'une entente entre Zapatero et le chef de l'opposition de la Catalogne, Artur Mas, un statut d'autonomie amendé, dilué selon certains, est adopté par le Congrès des députés et par le Sénat. L'ERC refuse d'appuyer le nouveau compromis ce qui entraînera l'éviction de ce parti du gouvernement de la Catalogne, le 11 mai 2006. Cette situation précipitera la Catalogne en élections. Malgré tout, le 18 juin 2006, 73,9 % de la population de la Catalogne approuve par référendum le compromis malgré une participation populaire inférieure à 50 %. Le référendum, plutôt

[...] une immense marche réunissant comme en 1977 près d'un million de personnes se déroule à Barcelone autour du thème « Nous sommes une nation, nous décidons ».

que de régler l'enjeu, favorisera une judiciarisation de la question. En juillet 2006, les députés du Parti populaire vont déposer une nouvelle requête contre le nouveau statut de la Catalogne. Compte tenu de la politisation de la question, le Tribunal constitutionnel prendra quatre ans avant de rendre son verdict, le 28 juin 2010. Les juges déclareront valide pour l'essentiel le texte constitutionnel, mais jugeront que 14 articles sur 223 étaient anticonstitutionnels. Trois éléments sensibles ont été rejetés par le tribunal : 1) la référence à l'existence de la « nation » catalane ne pouvait avoir de fondement juridique, même si elle possède une valeur historique et culturelle; 2) la préférence pour le catalan sur le castillan est rejetée même si le tribunal reconnaît son caractère obligatoire dans l'enseignement; 3) l'institution d'une autorité de tutelle catalane sur les juridictions administratives de l'État

est déclarée invalide. La réaction en Catalogne est immédiate. Le 10 juillet 2010, une immense marche réunissant, comme en 1977, près d'un million de personnes, se déroule à Barcelone autour du thème « Nous sommes une nation,

nous décidons ». Bien en vue dans la marche, les six anciens présidents de la Catalogne et du parlement catalan, dont Jordi Pujol, marchent ensemble. L'appui à l'indépendance grimpe en flèche.

LA CRISE FINANCIÈRE

Entre-temps, la crise financière de 2007-2008 et ses conséquences funestes en Espagne ont jeté de l'huile sur le feu. La Catalogne, qui est un moteur économique de l'Espagne, voit son chômage exploser à 23% tout comme sa dette publique qui dépasse aujourd'hui les 50 milliards d'euros.

Conséquences de la crise en Catalogne, les fonctionnaires de la Generalitat voient leur salaire diminuer, les dépenses de fonctionnement des hôpitaux sont réduites, le salaire des professeurs est amputé, certains établissements publics vont même couper l'électricité. Le gouvernement catalan suspend régulièrement les prestations de sécurité sociale, certains médicaments ne sont plus remboursés et tout cela dans un contexte de morosité économique persistant.

Dans ce contexte, la dépendance financière entre la Catalogne et le gouvernement espagnol devient un enjeu majeur. Certains économistes catalans soutiennent que la Catalogne transfère à Madrid l'équivalent de 8% de son PIB chaque année! Si la Catalogne avait plus d'autonomie fiscale ou encore si

elle était indépendante, plusieurs figures politiques soutiennent que la situation économique y serait moins sévère. Les nationalistes catalans ne se privent pas pour rappeler que la crise en Espagne

Les nationalistes catalans ne se privent pas pour rappeler que la crise en Espagne n'est pas liée à une crise des finances publiques comme en Italie ou en Grèce, mais qu'elle a été causée par une mauvaise supervision des institutions financières par le gouvernement central espagnol.

n'est pas liée à une crise des finances publiques comme en Italie ou en Grèce, mais qu'elle a été causée par une mauvaise supervision des institutions financières par le gouvernement central espagnol.

Les élections anticipées du 25 novembre 2012 doivent être jugées dans ce contexte : rejet par le tribunal constitutionnel du statut d'autonomie de la Catalogne, crise économique sévère, mais également, très forte victoire au niveau espagnol du Parti populaire en novembre 2011, parti très nationaliste et centralisateur. La politique du Parti populaire face à la crise, qui a également combattu le statut d'autonomie de la Catalogne, en est une d'austérité très sévère : réduction drastique des dépenses de l'État et notamment de

fonds accordés aux communautés autonomes. Le chômage en Espagne passe d'environ 11 % en 2008 à pratiquement 27 % en 2013 de la population active soit plus de 6 millions de personnes.

L'élection en Catalogne du 25 novembre 2012 survient deux ans après le retour au pouvoir de la CiU. Pendant ces deux

Le grand gagnant de l'élection est la formation indépendantiste ERC, qui double sa représentation pour passer de 10 à 21 sièges.

années, Artur Mas soutient les plans de rigueur budgétaire et les mesures d'austérité. Ces politiques ont cependant pour effet de faire baisser sa popularité ainsi que celle de son parti.

Malgré ces coupures importantes, la dette de la Catalogne passe de 35 à 50 milliards d'euros en seulement deux ans. C'est dans ce contexte, qu'après la marche dans les rues de Barcelone du 11 septembre 2012, Artur Mas décide de déclencher des élections anticipées à mi-chemin de son mandat en mettant au centre de sa campagne l'option indépendantiste.

Le résultat de l'élection est complexe. La CiU remporte une majorité de sièges, mais perd environ 25 % de son électorat. La CiU ne remporte pas la majorité absolue que souhaitait Mas et perd même 12 sièges au parlement. La situation des socialistes n'est guère mieux : ils perdent 7 députés. Le grand gagnant de l'élection est la formation indépendantiste ERC, qui double sa représentation pour passer de 10 à 21 sièges.

La répartition des votes entre les partis nationalistes et non-nationalistes s'équilibre à près de 45 % chacun. Afin de créer un pacte de gouvernement, l'ERC et la CiU vont s'entendre sur l'organisation d'un référendum d'autodétermination en 2014.

Le 14 septembre 2013, le gouvernement espagnol a rejeté la demande du président de la Catalogne d'approuver le projet de référendum. La constitution espagnole spécifie que seul le gouvernement central peut tenir un référendum.

CONCLUSION

Y aura-t-il un référendum sur l'indépendance de la Catalogne en 2014? Difficile à dire, même s'il s'agit d'une promesse formelle du gouvernement et que selon les sondages, 80 % des Catalans en veulent un. Depuis l'élection de l'automne 2012, l'ERC a vu son appui populaire s'accroître, alors que la CiU est dans une situation plus difficile. Elle a notamment perdu une partie importante de l'appui des grandes entreprises et du patronat, qui craignent pour leurs parts de marché, puisque la moitié des exportations de la Catalogne se dirigent vers le reste de l'Espagne.

Plusieurs croient que Mas se sert de la menace référendaire afin d'arracher des conces-

sions à Madrid. Fin août 2013, une rencontre a eu lieu, derrière des portes closes, entre Mas et le président espagnol. La Catalogne aurait obtenu des concessions financières importantes. Certains croient également que Mas pourrait choisir de tenir un référendum sur plusieurs scénarios représentant les divers types d'association possible. Une façon de noyer le poisson, pensent les indépendantistes de la ERC.

Autre hypothèse, le président catalan pourrait attendre le résultat de l'élection espagnole de 2015 et ainsi reporter le référendum en 2016. Le président espagnol Rajoy pourrait sortir affaibli et même devoir compter sur l'appui du

président de la Catalogne pour gouverner. Au mieux, les socialistes pourraient retourner au pouvoir et ces derniers sont favorables à la réforme constitutionnelle. Cette approche comporte un risque. En effet, l'ERC pourrait quitter le gouvernement et forcer une nouvelle élection en Catalogne.

De plus, un peu comme au Québec, l'appui à l'indépendance se fait en fonction de la question qui est posée. Lorsque les sondeurs proposent plusieurs choix incluant plus d'autonomie pour la Catalogne, l'appui à

Y aura-t-il un référendum sur l'indépendance de la Catalogne en 2014? Difficile à dire, même s'il s'agit d'une promesse formelle du gouvernement et que selon les sondages, 80 % des Catalans en veulent un.

l'indépendance baisse. De plus, si l'appui à l'indépendance avoisine les 50 % dans les sondages réalisés par des sondeurs en Catalogne, la réalité est tout autre lorsque la question est posée par des maisons de sondage de Madrid. En effet, l'appui diminue à environ 35 %.

Finalement, comme au Québec, la signification même de l'idée d'indépendance n'est pas très nette. Que cherchent les nationalistes catalans, l'indépendance politique ou plus d'autonomie? Plusieurs pensent que si Artur Mas tient un référendum, ce sera pour mettre pression sur Madrid afin d'obtenir plus d'autonomie, pas l'indépendance.

POUR EN SAVOIR PLUS

CULTIAUX, Yolaine (2007), *Le nouveau statut d'autonomie de la Catalogne : acte II de l'État des autonomies*, Critique internationale, No37, p. 23-35.

DIECKHOFF, Alain (2000), *La Nation dans tous ses états*, Paris, Flammarion.

ECONOMIST, THE, *Catalonia's separatism : Nothing to lose but their chains*, 14 septembre 2013 (édition Internet).

FERNANDEZ GARCIA, Alicia et Mathieu Petithomme (dirs.) (2012), *Les nationalismes dans l'Espagne contemporaine (1975-2011)*, Paris, Armand Colin.

GAGNON, Alain G., André LECOURE et Geneviève NOOTENS (eds.) (2011), *Contemporary Majority Nationalism*, Montréal, Mc-Gill-Queen's Press.

GARCIA, Marie-Carmen (1998), *L'identité catalane. Analyse du processus de production de l'identité nationale en Catalogne*, Paris, l'Harmattan.

GUIBERNAU, Montserrat (2004), *Catalan Nationalism. Francoism, Transition and Democracy*, London Routledge.

MORENO, Luis (2001), *The Federalization of Spain*, Londres, Frank Cass.

PAQUIN, Stéphane (2001), *La revanche des petites nations. Le Québec, l'Écosse et la Catalogne face à la mondialisation*, Montréal

La série « La question nationale à travers le monde »

Les Québécois sont-ils les seuls, à travers le monde, à se poser la question de leur destin comme nation? Sont-ils les seuls à se demander s'ils doivent devenir un pays ? Sont-ils les seuls à s'inquiéter pour l'avenir de leur langue et de leur identité?

On a de temps en temps l'impression que le Québec fait bande à part dans le monde contemporain. Pourtant, un peu partout à travers le monde, on se pose ou on s'est posé de semblables questions.

Dans la série « La question nationale à travers le monde », l'Institut de recherche sur le Québec et le *Journal de Montréal* proposent un voyage à travers le monde pour mieux se comprendre.

Présentation de l'IRQ

Fondé en 2002, l'Institut de recherche sur le Québec (IRQ) a pour mission de susciter, de soutenir et de diffuser des recherches et des textes d'opinion sur des sujets touchant le développement du Québec, la défense de ses intérêts vitaux et de l'identité qu'ils traduisent.

Lieu d'échanges, de concertation et de débats entre les groupes et les individus qui réfléchissent et agissent pour bâtir le Québec, l'IRQ se situe au carrefour de l'observation et de l'action.



2207, rue Fullum
Montréal (Québec) H2K 3P1
Téléphone : 514 527-6223

www.irq.qc.ca